



# RÉIMAGINER LA COOPÉRATION MONDIALE

# 1 Introduction

## Les Gouvernements au centre

La coopération internationale est centrée sur des États représentés par des gouvernements nationaux. Les États agissent à l'international par l'intermédiaire de l'exécutif : les politiciens élus ou nommés à des postes gouvernementaux, ainsi que les diplomates de carrière et les émissaires. Les traités conclus par les États, ainsi que les règles coutumières, constituent le droit international. De plus, il existe des normes fondamentales auxquelles aucune dérogation n'est permise, du moins en théorie. Le type de régime d'un gouvernement, qu'il soit démocratique ou non, ne joue généralement aucun rôle. Certains peinent à maintenir l'ordre et les services de base sur leur territoire. Mais ce qui compte, c'est la reconnaissance mutuelle.

Les gouvernements utilisent la coopération internationale pour poursuivre ce qu'ils considèrent comme

leur intérêt national. Cela peut être influencé par de nombreux facteurs, et ne coïncide pas nécessairement avec l'amélioration du bien-être de leur population. De nombreux acteurs exercent une influence, en particulier les entreprises et leurs actionnaires. Les relations entre gouvernements allient différents degrés de coopération et de compétition pour le pouvoir.

## Un plat de spaghettis

Pour faciliter la coopération et poursuivre des objectifs communs, les gouvernements ont mis en place des institutions conjointes. Il existe des centaines d'organisations et d'organismes intergouvernementaux ayant des adhésions et des objectifs différents. Ensemble, ils forment un réseau complexe à travers les régions du monde et au niveau planétaire. La gouvernance mondiale, en particulier, a été comparée à un plat de spaghettis en raison de sa fragmentation et de sa complexité.



*Drapeaux des États membres alignés devant le siège de l'ONU à New York*

Le terme « gouvernance » indique qu'il n'existe pas d'autorité centrale, et seulement peu voire pas de dispositions pour la prise de décision ou l'application des décisions contraignantes. Les Nations Unies, qui sont censées jouer un rôle clé, ne sont pas un gouvernement, et leur Assemblée générale, où tous les États membres sont représentés, n'est pas un parlement.

## Interdépendance globale

Il y a un besoin important d'une coopération internationale efficace. Les pays, sociétés et peuples du monde, sont étroitement interdépendants. Cela inclut le commerce, la finance, les services, l'industrie, la recherche, la technologie, la communication et l'information, ainsi que des domaines tels que l'alimentation, l'eau, la santé, les ressources, la sécurité, la migration, la criminalité et le développement. La coopération internationale doit gérer et coordonner les activités et règles dans ces domaines et dans d'autres.

L'action ou l'inaction en un lieu en affecte d'autres à travers les pays et les continents. Les événements locaux deviennent une préoccupation mondiale. La violence, l'oppression, la pauvreté et



”

*L'ordre mondial ne fonctionne pas. Elle ne répond pas à ses engagements dans des domaines d'importance critique.*

Mia Amor Mottley—  
Première ministre de la Barbade

Photo : T. Sullivan, UNCTAD. CC BY-SA 2.0

la misère persistent. Un virage vers la durabilité est nécessaire.

Tout cela soulève la question de savoir si la coopération internationale est à la hauteur du défi. Comment doit-elle évoluer pour refléter les réalités du XXI<sup>e</sup> siècle, et garantir la dignité humaine et le bien-être de tous ? Quel est le rôle des citoyens du monde ?

”

*Le problème clé aujourd'hui peut être décrit comme un monde défaillant plutôt que comme des États dits défaillants. À l'ère de la mondialisation, aucun pays n'est vraiment sûr et à l'abri des désordres et dangers mondiaux dans un monde en échec.*

Zhao Tingyang—Philosophe politique chinois



Photo : © Gilles Sabrié

## 2 Un bref historique

### Guerres mondiales et organisation mondiale

Le système international centré sur l'État a émergé au fil des siècles. Après la Première Guerre mondiale, la Société des Nations a été créée en 1919 pour institutionnaliser la paix et la coopération mondiales. C'était un forum de dialogue et de sécurité collective, mais il reposait sur la coopération et le consensus volontaires, et n'avait aucun moyen de stopper l'agression. Les États-Unis n'y ont jamais adhéré, bien qu'ils en aient été l'architecte principal. D'autres ont ignoré ses décisions ou

se sont retirés de leur adhésion. La Ligue n'a pas pu empêcher la Seconde Guerre mondiale.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis, l'Union soviétique et le Royaume-Uni ont pris l'initiative de concevoir les Nations Unies et leur Charte. Elle a été signée en juin 1945, deux mois avant que les États-Unis ne déclenchent les bombes atomiques au-dessus d'Hiroshima et de Nagasaki. La souveraineté étatique restait le paradigme clé. Le Conseil de sécurité de l'ONU avait la responsabilité de maintenir la paix et la sécurité internationales. Mais l'ONU a été façonnée dans l'intérêt des grandes puissances. Les États-Unis, l'Union soviétique, le Royaume-Uni, ainsi que la Chine et la France sont devenus les cinq membres permanents du Conseil, chacun doté d'un droit de veto.



”

*Je n'ai aucun doute que le Gouvernement Mondial doit venir et viendra, car il n'y a pas d'autre remède à la maladie du monde.*

Jawaharlal Nehru—Combattant pour l'indépendance de l'Inde et premier Premier ministre, en 1948

Photo : Nationaal Archief, 1957

### Une approche fonctionnelle

L'ONU devait poursuivre la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme. Néanmoins, les États ont créé un nombre croissant d'organisations et d'organismes distincts pour s'occuper de tâches spécifiques, par exemple dans des domaines tels que la santé, le développement, la sécurité alimentaire et les droits des enfants. L'Organisation mondiale de la santé, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF en sont des exemples bien connus.

”

*Il peut y avoir un gouvernement mondial où la diversité pourrait exister, ce qui réduirait de nombreuses tensions auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui. Nous sommes vêtus d'un seul vêtement de destinée, et tout ce qui affecte directement une nation dans le monde, affecte indirectement toutes.*

Martin Luther King Jr.—  
Militant américain des droits civiques



Photo : National Park Service, CC BY 2.0 (colorized)

Ces organisations ont obtenu des résultats importants. Ils ont fourni des vaccins, une aide alimentaire, de l'éducation et des services de base à des millions de personnes, et ont contribué à sauver des vies en situation de crise. Parallèlement, chaque nouvelle organisation s'est ajoutée à un paysage croissant d'institutions sectorielles, chacune avec ses propres membres, mandats, organes de gouvernance, budgets et règles. Aucun cadre global n'a été créé pour garantir une coordination efficace et harmoniser les pratiques et les priorités.

## La promesse du « plus jamais »

La fondation de l'ONU a été accompagnée d'une forte réponse aux crimes commis pendant la Seconde Guerre mondiale, en particulier l'Holocauste nazi, le meurtre systématique de six millions de Juifs et d'autres groupes. Les procès pour crimes de guerre de Nuremberg et de Tokyo ont établi que des individus, y compris des dirigeants politiques et militaires, peuvent être tenus responsables en vertu du droit in-

ternational. La Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention sur le génocide exprimaient une détermination commune que la communauté internationale avait la responsabilité de veiller à ce que de telles atrocités ne soient plus jamais commises.

Mais la violence de masse n'a pas cessé. Il y a eu de nombreux cas de guerre, d'occupation, de génocide et



*Construction du bâtiment de l'ONU à New York en 1951.*

Photo : United Nations/MB



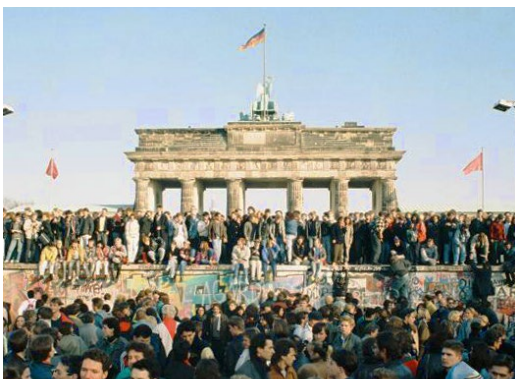
Photo : Véhicules UNMIS au Soudan en 2011. UN/Stuart Price.

d'atrocités de masse, y compris des États qui se sont tournés vers leur propre population avec une violence mortelle. Le Tibet, le Biafra, le Cambodge, le Timor oriental, le Guatemala, la Colombie, l'Afghanistan, l'Irak, l'ex-Yougoslavie, le Rwanda, le Soudan, le Congo, la Syrie, la Birmanie, l'Iran, ainsi que Gaza et Israël, sont des exemples de lieux où un grand nombre de personnes a subi des violences extrêmes, des persécutions ou des déplacements. Il y en a trop pour tous les nommer.

## La guerre froide

La politique mondiale jusqu'en 1989 a été façonnée par la rivalité entre les États-Unis et l'Union soviétique. Cela impliquait à la fois des confrontations directes et des conflits par procuration. Les deux superpuissances ont soutenu des coups d'État, des régimes alliés et des mouvements armés, dans différentes régions du monde. L'Union soviétique, gouvernée par un régime autoritaire à parti unique, annexe les États baltes, et installa violemment des gouvernements loyaux en Europe de l'Est. Dans de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, les guerres étaient alimentées par le soutien extérieur accordé à des factions rivales.

En 1950, le Conseil de sécurité de l'ONU, dans des circonstances exceptionnelles, autorisa une assistance militaire à la Corée du Sud pour l'aider à sa défense contre une attaque nord-coréenne. Lors de la crise de Suez en 1956, l'ONU créa une première force de maintien de la paix pour superviser un cessez-le-feu et un retrait.



*La chute du mur de Berlin en 1989 symbolise la fin de la guerre froide.*

Au cours des décennies suivantes, les missions de maintien de la paix, principalement fondées sur le consentement des États concernés, devinrent une tentative coutumière d'aider à stabiliser les conflits, bien qu'elles aient toujours été limitées par des mandats, des ressources et une volonté politique limités.

## Des espoirs non réalisés

Les territoires d'Asie, d'Afrique et des Caraïbes ont obtenu leur indépendance, et l'adhésion à l'ONU s'est rapidement développée. La décolonisation a suscité des attentes selon lesquelles la coopération internationale deviendrait plus inclusive et plus juste. D'un autre côté, se débarrasser de la domination coloniale s'est avéré n'être qu'une première libération dans de nombreux cas. Une seconde étant la libération des régimes autoritaires internes postcoloniaux, et une troisième la libération de la pauvreté et de l'exclusion.

Une vague de démocratisation après la fin de la guerre froide semblait d'abord ouvrir un nouveau chapitre. L'apartheid a été aboli en Afrique du Sud. On parlait des « dividendes de la paix » et d'un ordre international plus coopératif. Pourtant, aucune transformation de la gouvernance mondiale n'a suivi.

À part la création de tribunaux ad hoc, par exemple pour les crimes commis dans l'ex-Yougoslavie et au Rwanda, puis la création de la Cour pénale internationale, il y eut peu d'innovations ou de changements.

À la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001 contre les États-Unis, de nouvelles confrontations et tensions ont continué d'émerger. En 2003, les États-Unis ont mené une



Photo : UN/Pierre-Albouy

”

*C'est le paradoxe de notre époque : à un moment où nous avons le plus besoin de coopération internationale, nous semblons être les moins enclins à en profiter.*

António Guterres—Secrétaire général de l'ONU (2017 à 2026)

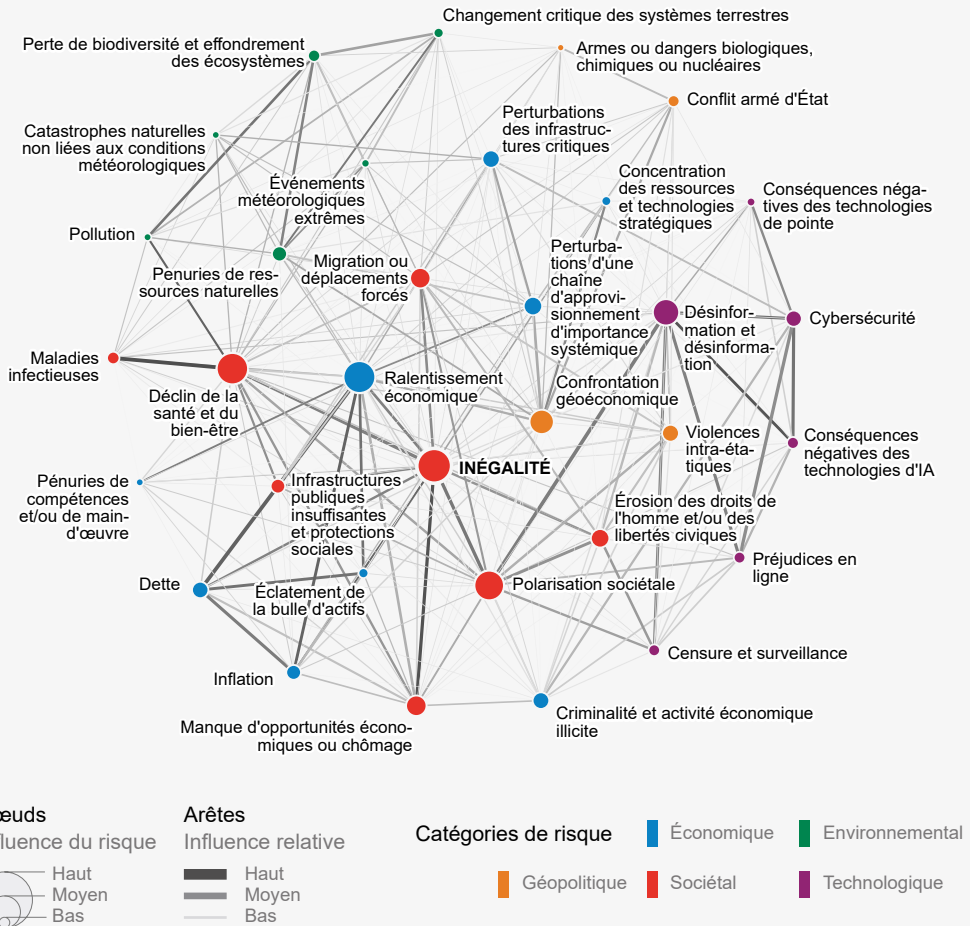
invasion illégale de l'Irak, et ont occupé le pays pendant huit ans. Les soulèvements populaires dans de nombreux pays arabes ont exprimé des revendications de démocratie, mais dans la plupart des cas, ils ont été accueillis par la répression, un régime autoritaire renouvelé, et conduit à des conflits prolongés. En 2014, la Fédération de Russie a occupé illégalement la Crimée ukrainienne, et, en 2022, a lancé une guerre d'agression totale contre son voisin. Une tendance mondiale à l'autocratisation s'est installée, inversant les acquis et menaçant la démocratie dans de nombreux pays, y compris dans des démocraties établies de longue date.

Au XXe siècle, des progrès significatifs ont été réalisés à l'échelle mondiale dans des domaines tels que l'alphabétisation ou l'espérance de vie. Mais au milieu des années 2020, nombre des Objectifs de développement durable 2030 convenus en 2015 étaient encore loin d'être atteints.

# 3 Des défis mondiaux partagés

Notre monde interdépendant se caractérise par des risques, des responsabilités et des défis partagés. Certains d'entre eux sont mentionnés ci-dessous. Les gérer correctement signifie fournir des biens publics mondiaux bénéfiques à tous, tels que garantir la paix ou la protection contre les pandémies. Ne pas les fournir, en revanche, signifie que la fragilité mondiale et les risques augmentent et s'accumulent. Il existe une multitude de risques interconnectés, qui menacent les moyens de subsistance d'une grande partie de la population mondiale et mettent même en danger la civilisation mondiale dans son ensemble.

**Paysage des risques mondiaux** — Les risques mondiaux continuent de s'intensifier en échelle, en interconnectivité et en vitesse, a constaté le Forum économique mondial. Voici une illustration d'une évaluation de 2026.



Source : World Economic Forum, Global Risks Report 2026, CC BY-NC-ND 4.0



*La fonte de la glace polaire annonce un réchauffement de la planète et une instabilité climatique croissante.*

Photo : Shutterstock

## Paix et sécurité

Des milliers d'armes nucléaires sont sur le pied de guerre, des États dotés de l'arme nucléaire modernisent leurs arsenaux, et d'autres cherchent à développer les leurs. Une guerre nucléaire serait extrêmement dévastatrice. Même une utilisation limitée des armes nucléaires pourrait tuer des millions de personnes, contaminer les terres et l'eau, perturber le climat et l'approvisionnement alimentaire, et déclencher un effondrement social et économique durable. L'engagement en faveur du désarmement nucléaire dans le traité de non-prolifération n'a pas été réalisé, même après plus de cinq décennies.

Les tensions géopolitiques entre et avec les États dotés de l'arme nucléaire augmentent, et les dépenses militaires mondiales atteignent un niveau record. Des dizaines de conflits armés sont en cours, impliquant des gouvernements, des milices, des groupes terroristes et des aides extérieures. L'échec à stopper l'agression russe contre l'Ukraine représente une rupture des normes internationales fondamentales censées interdire la guerre. Prévenir et stopper la guerre, les atrocités de masse et les crises humanitaires à grande échelle, est une responsabilité mondiale.

## Limites planétaires

Le bien-être humain dépend d'un environnement stable, vital. Cela est assuré par le système planétaire naturel

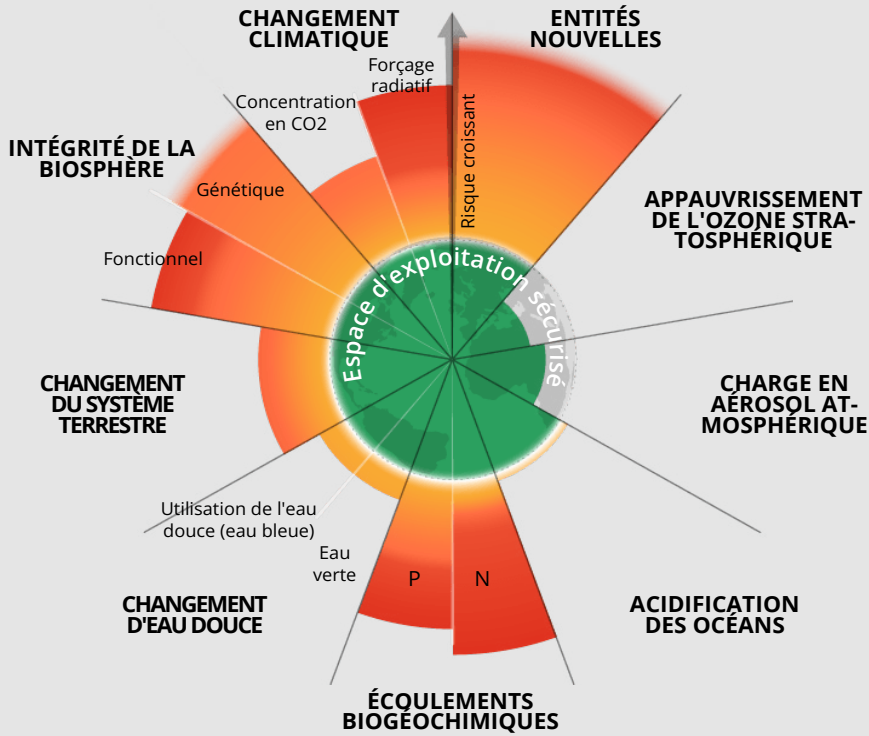
de la Terre, qui comprend le climat, la biodiversité, l'eau douce, les sols, les océans et les cycles biogéochimiques. Les activités humaines ont globalement un impact fort à grande échelle.

Dans les domaines les plus importants, les scientifiques ont défini des limites qui désignent une zone sûre pour l'humanité. Leurs évaluations indiquent que la plupart de ces limites ont déjà été franchies. Cela implique un risque croissant de changements à grande échelle et possiblement irréversibles, qui peuvent survenir de manière soudaine [via des dépassements de points de bascule] ou sur une longue période. Le réchauffement climatique, par exemple, augmente la probabilité de phénomènes météorologiques extrêmes, de perte de calottes glaciaires et de montée du niveau de la mer. Les différentes frontières sont liées, donc la pression dans un domaine peut renforcer les problèmes dans d'autres. Protéger les systèmes naturels de la Terre, et le climat en particulier, est un défi unique à l'échelle planétaire. Malgré des décennies d'efforts internationaux, les émissions mondiales de dioxyde de carbone continuent d'atteindre de nouveaux records.

## Pauvreté et inégalités

Plus de gens que jamais profitent d'un niveau de vie élevé et d'opportunités de plus en plus étendues. Mais la pauvreté et les inégalités persistent. Elles restent des préoccupations mondiales

**Limites planétaires**—Le cadre des limites planétaires montre comment l'activité humaine exerce une pression sur des processus globaux critiques. En 2025, neuf limites ont été évaluées et sept considérées comme franchies.



Source : Azote for Stockholm Resilience Centre, based on analysis in Sakschewski and Caesar et al. 2025, CC BY-NC-ND 3.0

pour des raisons morales, et parce que leurs causes et conséquences franchissent les frontières. Beaucoup de personnes manquent d'un accès adéquat à la nourriture, à l'eau, au logement, aux soins de santé, à l'éducation et au travail décent, tandis que souvent une richesse disproportionnée est concentrée entre les mains de quelques-uns qui influencent fortement les médias, la politique et les décisions publiques. Cette situation est maintenue par les politiques nationales, ainsi que par les règles internationales du commerce, des finances et des impôts. La pauvreté et les inégalités sapent la confiance, alimentent le ressentiment et l'instabilité, et rendent plus difficile la fourniture de biens publics mondiaux.

## Pandémies et santé

La pandémie de COVID-19 a montré comment un virus peut se propager dans le monde entier, tuer des millions de personnes, submerger les systèmes de santé, et bouleverser les économies ainsi que la vie quotidienne. La prévention et la gestion des épidémies d'agents pathogènes sont une préoccupation mondiale. Elles exigent une détection et un avertissement précoces, un accès équitable aux vaccins et aux médicaments, une régulation de la recherche à haut risque, et la surveillance de la sécurité des biolaboratoires. D'autres menaces incluent une résistance croissante aux antibiotiques.

## Technologies avancées

Les technologies avancées telles que l'intelligence artificielle (IA), la robotique, le génie génétique et la nanotechnologie offrent d'énormes avantages, mais aussi de sérieux risques à l'échelle mondiale. Ils peuvent être employés à de bonnes comme à de mauvaises fins. Leur développement et

leur utilisation peuvent entraîner des conséquences inattendues. Les systèmes d'IA et les machines autonomes rendent plus difficile l'assurance du contrôle et de la responsabilité humaine. Les technologies génétiques et les nanotechnologies, amplifiées par l'IA, peuvent être détournées pour créer des agents pathogènes ou des matériaux dangereux.

## 4 Un système qui ne peut pas fonctionner

### Un décalage d'échelle

Des risques, responsabilités et défis critiques, émergent désormais dans un système mondial. Les nombreux problèmes d'ampleur planétaire ne sont pas compensés par les institutions planétaires capables de les traiter.

« Un seul monde ou rien », proclamaient les scientifiques, en 1946, face à la destruction totale qu'entraînerait une Troisième Guerre mondiale nucléaire. Mais la structure politique mondiale ne s'est pas adaptée et a changé. La coopération internationale reste entre les mains d'environ 200 États distincts. Les institutions communes, comme l'ONU, ne sont pas conçues pour fonctionner comme une structure globale. Ce mauvais alignement explique pourquoi il est difficile de fournir des biens publics mondiaux.

### La question de la souveraineté

Le droit international repose sur l'idée que les États sont souverains. Cela signifie que chaque État est considéré comme l'autorité exclusive sur son territoire, et indépendant de toute puissance supérieure.

Les organisations intergouvernementales témoignent de cette convention. Leur autorité provient des États membres qui les ont créés. À de très rares exceptions près, ils ne sont pas habilités à adopter des décisions contraignantes. Les résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU, par exemple, qui ne traitent pas de la gouvernance de l'ONU, ne sont que des recommandations relevant du droit international.

La souveraineté est un principe juridique conçu pour protéger les États contre toute ingérence extérieure, mais une compréhension stricte limite ce que la coopération internationale peut accomplir. En même temps, les décisions et actions prises au sein d'un État peuvent avoir des effets extérieurs importants, ce qui fait d'autres États et de leurs populations des parties prenantes également. De plus, aucun État n'est réellement autonome. Pour cette raison, la souveraineté ne peut pas être absolue dans un monde interdépendant.

Le droit des peuples à l'autodétermination signifie que l'autorité de l'État ne peut être une fin en soi. Il doit servir

””

*Les principaux obstacles à la résolution des problèmes mondiaux apparaissent du fait que la sphère internationale se caractérise principalement par une interaction volontaire entre États souverains.*

Groupe de travail international sur les biens publics mondiaux, coprésidé par Ernesto Zedillo du Mexique et Tidjane Thiam de Côte d'Ivoire, en 2006

le bien-être et la liberté de ceux qui y vivent. Lorsqu'un État ne protège pas son peuple, viole systématiquement des droits fondamentaux ou commet des atrocités de masse, c'est une préoccupation mondiale. En fin de compte, ce sont les peuples qui sont souverains, que ce soit au niveau national ou mondial.

## Les limites des traités

Les gouvernements décident volontairement des traités auxquels ils adhèrent, s'ils font des réserves, et peuvent se retirer à nouveau s'ils le souhaitent. Par conséquent, lorsque des traités internationaux sont négociés, les décisions sont généralement prises à l'unanimité ou par consensus. Cela donne à chaque gouvernement participant, ou à de petits groupes de gouvernements, un droit de veto. Ils peuvent retarder, diluer ou bloquer les accords, jusqu'à ce que le plus petit dénominateur commun soit atteint. Une participation plus large tend donc à donner un retentissement plus faible.

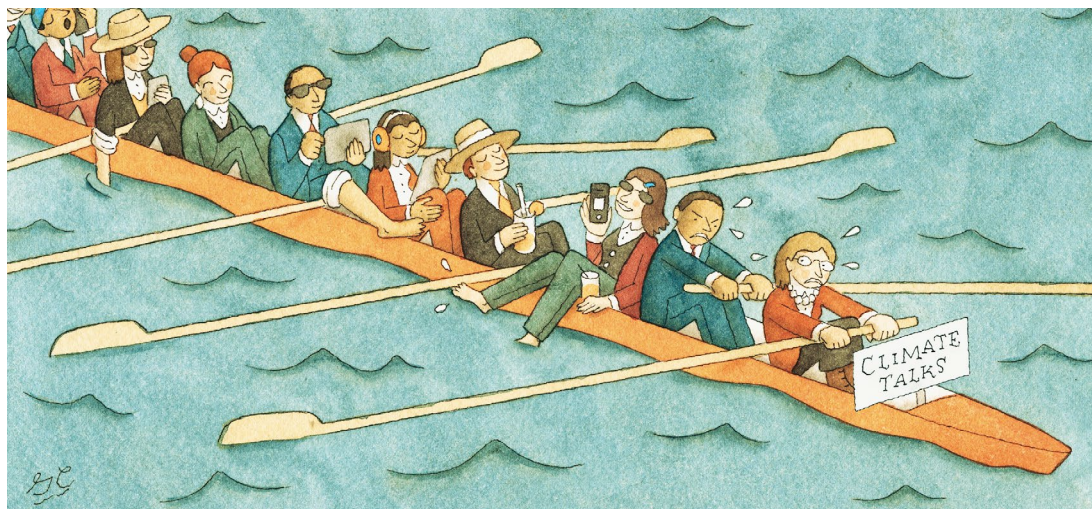
Même lorsqu'un traité est largement accepté et relativement substantiel, la mise en œuvre effective dépend de mécanismes d'application, qui sont rarement prévus.

## Dilemmes de coopération

La coopération volontaire entraîne des dilemmes bien connus. Le problème du passager clandestin survient lorsque tout le monde bénéficie d'un bien commun, mais que chaque acteur préfère que ce soit d'autres qui en assument le coût. Les gouvernements peuvent soutenir publiquement la protection du climat, par exemple, mais en pratique, chacun fait moins que ce qu'il pourrait, en espérant que d'autres feront l'effort. Le résultat est que le bien commun est sous-financé, voire pas du tout. Les avantages nationaux à court terme prévalent alors sur les intérêts à long terme que tous partagent.

Le problème du maillon faible survient lorsque le succès d'un effort commun peut être contrecarré par un seul participant inefficace. Dans des domaines tels que le contrôle de la pandémie, la sécurité nucléaire ou la prévention du blanchiment d'argent, la protection de tous n'est forte que dans la mesure des capacités et de la volonté politique de l'État le plus faible. Même si la plupart des gouvernements agissent de manière responsable, quelques lacunes dans la surveillance, la réglementation ou l'application suffisent à créer de graves vulnérabilités que d'autres ne peuvent pas facilement compenser.

Le problème de l'addition survient lorsque le résultat global dépend de l'effet cumulatif de nombreuses petites contributions. Les émissions, subventions, transferts d'armes ou réglementations financières d'un seul État



peuvent sembler insignifiants en soi, mais en s'additionnant, ils font la différence entre stabilité et crise. Comme chaque acteur considère sa part comme marginale, il y a une tendance à faire moins que nécessaire. La somme de nombreuses décisions individuelles peut alors mener à l'échec, même si personne n'avait souhaité ce résultat.

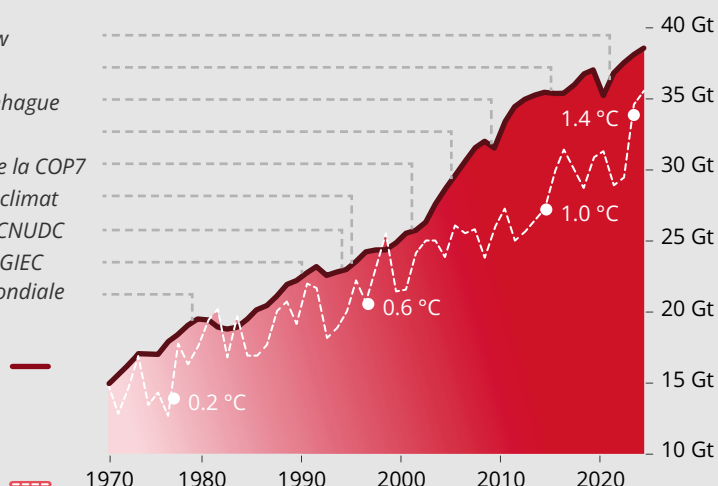
La tragédie des biens communs est un cas où de nombreux acteurs utilisent une ressource partagée et non réglementée, comme un stock de poissons. Chacun tendra à maximiser le bénéfice individuel, ce qui peut tour à tour conduire à une surutilisation et à un épuisement.

### Augmentation des émissions mondiales et des températures—Les efforts internationaux des dernières décennies n'ont pas réussi à stopper cette tendance.

- 2021 COP26 Pacte de Glasgow
- 2015 Accord de Paris COP21
- 2009 COP15 Accord de Copenhague
- 2005 Protocole de Kyoto
- 2001 Accords de Marrakech de la COP7
- 1995 Conférence COP1 sur le climat
- 1994 Entrée en vigueur de la CNUDC
- 1990 Première évaluation du GIEC
- 1979 Première Conférence mondiale sur le climat

Émissions annuelles de CO<sub>2</sub> provenant des combustibles fossiles et de l'industrie (milliards de tonnes)

Variation de température moyenne mondiale par rapport à 1861-1890 (degrés Celsius, °C)



1 Gt = 1 milliards de tonnes

Data : Met Office Hadley Centre 2026 and Global Carbon Project 2025

## La question de la légitimité

De nombreux États sont gouvernés par des gouvernements autoritaires qui ne représentent pas le peuple. Certains sont emparés par des réseaux corrompus ou des oligarques. Pourtant, ils participent à la coopération internationale et aux institutions sur un pied d'égalité. Même les gouvernements démocratiques représentent principalement uniquement ceux qui les ont élus au pouvoir, et non tout le peuple. Dans la plupart des systèmes, il existe une minorité politique importante qui ne fait pas partie du gouvernement. De plus, il existe une tension entre l'égalité des peuples et celle des États, tant la taille des populations varie selon les pays. En même temps, certains peuples et nations sans État n'ont aucune représentation.

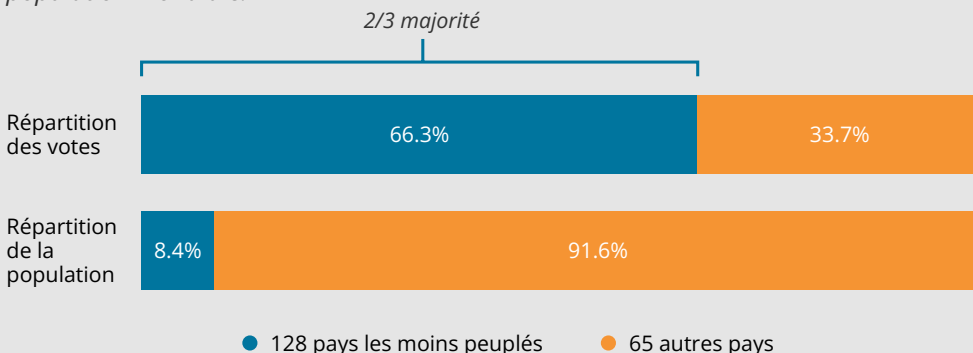
La coopération internationale tend à être opaque et inaccessible à ceux qui ne sont pas directement impliqués. Il est difficile de naviguer au sein d'un paysage de centaines d'organismes, de forums et de processus qui fonctionnent simultanément, même pour

ceux qui le sont. Les négociations importantes se déroulent souvent à huis clos. Déplacer les décisions vers la sphère internationale peut être commode pour les gouvernements afin de limiter le débat et l'examen internes.

## Concurrence et politique de pouvoir

Les affaires internationales sont fortement influencées par la compétition et la politique de pouvoir. Il peut bien exister des règles internationales et des États formellement égaux, mais en pratique, leur puissance militaire, leur poids économique, leur accès aux ressources stratégiques et leur position géopolitique différents créent une hiérarchie de puissance mondiale. Certains États n'hésitent pas à faire levier de ces pouvoirs pour faire avancer leurs intérêts. D'autres sont carrément agressifs, et utilisent la menace et la violence pour tenter d'imposer leur volonté. L'impact peut également être obtenu de manière asymétrique. Des réseaux privés de corporations, d'acteurs financiers, d'oligarques et, dans certains cas, de clans dirigeants sont étroitement liés à ce système.

**Représentation à l'ONU**—Les 128 États membres les moins peuplés détiennent une majorité des deux tiers à l'Assemblée générale mais ne représentent que 8,4 % de la population mondiale.





”

*Si les Nations Unies veulent devenir efficaces, nous devons passer de la politique de pouvoir à une politique de responsabilité collective envers l'humanité. Parmi toutes les activités humaines, les relations entre États demeurent bloquées dans de vieux schémas.*

U Thant—Secrétaire général de l'ONU (1961 à 1971)

## 5 Une nouvelle vision

Le système de coopération internationale ne correspond pas aux exigences d'une civilisation planétaire partagée. Une vision qui reconnaisse l'humanité comme une communauté politique est nécessaire, et lui donne des institutions capables de mettre en œuvre des décisions communes. Le monde doit passer à un nouveau niveau d'intégration politique. Remplacer un système dysfonctionnel de compétition et de politiques de pouvoir par un ordre démocratique fondé sur des règles renforcera l'autodétermination à tous les niveaux.

À la suite de la Société des Nations et des Nations Unies, une organisation mondiale de troisième génération doit garantir la fourniture de biens publics mondiaux. Elle doit être construite de manière à surmonter le décalage d'échelle, la nature volontaire et faible des accords internationaux, le manque de légitimité démocratique, la fragmentation généralisée et les dilemmes typiques de la coopération volontaire.

### Une constitution mondiale

Créer un ordre constitutionnel mondial est un moyen d'y parvenir. Une constitution mondiale devrait refléter les principes reconnus de tout ordre politique légitime qui a émergé au fil des siècles : l'État de droit, la séparation des pouvoirs, les droits humains, et le peuple comme source ultime d'autorité. Elle devra être discutée, rédigée et adoptée dans le cadre d'un processus mondial large, inclusif et démocratique.

Les constitutions démocratiques, la pratique politique et les systèmes fédéraux aux niveaux national et régional dans le monde entier, offrent des leçons précieuses sur la manière dont la représentation, la participation et les freins et contrepoids peuvent être organisés. Une constitution mondiale s'appuierait sur ces expériences.

La constitution déterminerait comment une nouvelle organisation mondiale serait conçue et son fonctionnement,

””

*Entre deux nations voisines, les peuples entrent en contact les uns avec les autres, et un système institutionnel de coexistence est développé jusqu'à ce qu'il passe à un système constitutionnel de coopération.*

Dag Hammarskjöld—  
Secrétaire général de l'ONU (1953 à 1961)



Photo : UN/JO

la structurant selon trois branches : législative, exécutive et judiciaire. Elle établirait un cadre juridique universel avec la constitution en tête, suivie du droit mondial, puis du droit régional lorsque cela est applicable, et enfin du droit national, chacun avec son propre champ d'application. Selon le principe de subsidiarité, seules les questions clairement définies qui ne peuvent être traitées efficacement à des niveaux inférieurs doivent être confiées à l'organisation mondiale.

En plus de la paix et de la sécurité, des droits humains et du développement durable, la stabilité du système terrestre en est un exemple. Les limites planétaires importantes doivent être traitées comme des préoccupations centrales dans tous les domaines de la politique mondiale.

Bien qu'il revienne aux États et aux blocs régionaux de déterminer leur organisation interne, les normes mondiales à ce stade de l'intégration devraient exiger qu'elles soient démocratiques.

Les individus seraient reconnus comme sujets du droit mondial, dotés de droits constitutionnels mondiaux.

## Un parlement mondial

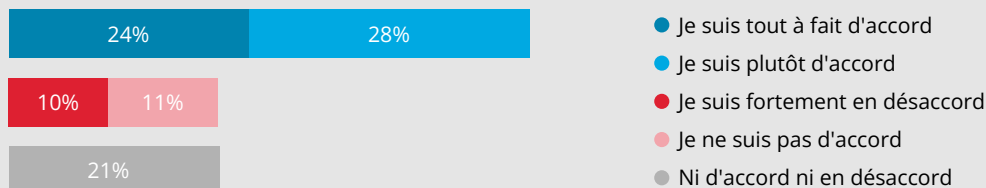
Donner à l'organisation mondiale le pouvoir d'adopter un droit universellement contraignant est l'une de ses caractéristiques les plus importantes. Pour ce faire, il lui faut une législature. Une proposition de longue date est un parlement mondial. Suivant l'exemple des États fédéraux existants, elle pourrait se composer de deux chambres.

Une chambre serait une assemblée parlementaire élue par les citoyens du monde, représentant l'humanité dans son ensemble et la diversité politique mondiale. L'autre chambre représenterait les États individuels et, le cas échéant, les organisations régionales.

L'attribution des sièges dans les deux chambres devrait prendre en compte la taille de la population. Pour adopter un droit mondial contraignant, un seuil d'approbation élevé devrait être nécessaire dans les deux instances, mais aucun veto ni exigence d'unanimité ne devrait s'appliquer.

La constitution devrait accorder au parlement mondial des pouvoirs limités pour lever des fonds mondiaux, indépendamment des contributions des États, afin de soutenir l'organisation

**Les citoyens soutiennent des organismes internationaux forts** — *Un sondage mené dans 31 pays en 2025 a demandé si, pour certains problèmes, les organismes internationaux devraient avoir le droit d'appliquer des solutions. En moyenne, 52 % étaient en faveur contre 21 % qui ne l'étaient pas.*



De plus, 7 % ont choisi : ne savent pas ou préfèrent ne pas le dire.  
 Source : Ipsos Global Advisor Survey 2025 commissioned by Global Nation

mondiale et la mise en œuvre de programmes mondiaux.

Pour renforcer la participation, le parlement mondial devrait mettre en place l'instrument d'initiative citoyenne, qui permet aux citoyens ordinaires de présenter des propositions et de faire appel à des assemblées consultatives de citoyens composées de personnes tirées au sort.

## Un système exécutif et judiciaire

Les institutions et programmes existants au sein et autour du système de l'ONU forment déjà l'embryon d'un exécutif mondial, mais de manière

fragmentée. Dans une nouvelle organisation mondiale, ils pourraient être consolidés et restructurés sous le même chapeau d'une commission mondiale. Cette commission, élue par le parlement mondial et responsable devant lui, préparerait le budget, appliquerait la législation mondiale, et gérerait l'action mondiale.

Les tribunaux mondiaux aideraient à interpréter et appliquer la constitution et le droit mondial. Une Cour constitutionnelle mondiale veillerait à ce que les organes législatifs et exécutifs de l'organisation mondiale, ainsi que les États, respectent les principes et responsabilités constitutionnels, y compris l'examen des actes législatifs et des actions exécutives.



*L'Assemblée générale de l'ONU pourrait être transformée en la chambre d'État d'un parlement mondial bicaméral.*

”

*Dans notre vision, la gouvernance mondiale évoluera vers un gouvernement mondial à travers un processus de révolution démocratique et d'intégration politique.*

Jo Leinen et Andreas Bummel  
dans le livre *A World Parliament*

L'interprétation et l'application du droit mondial dans d'autres domaines seraient traitées par d'autres juridictions spécialisées, s'appuyant sur des juridictions existantes, telles que la Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale. Cela inclut la protection juridique des personnes concernées par des violations du droit mondial, ainsi que des organes de contrôle indépendants.

## 6 Perspectives d'avenir

La question n'est pas de savoir si le monde va changer, mais si l'humanité sera capable d'influencer ce changement de manière positive, et d'assurer une vie dans la liberté, la dignité et la

sécurité pour tous et pour les générations futures. La délibération d'une constitution mondiale et des efforts pour la mettre en œuvre sont indispensables. En même temps, une action est nécessaire pour aider à en créer les conditions favorables.



Photo : OHCHR

”

*La démocratie est le seul système politique qui peut nous rapprocher de la paix mondiale.*

Michelle Bachelet—Ancienne présidente du Chili et ancienne Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme

### Faire avancer la démocratie

Par la démocratie, les gens ont le droit et l'opportunité de s'impliquer dans les décisions politiques qui les concernent. C'est la clé pour atténuer les différents intérêts et perspectives de manière pacifique et juste, par le dialogue et le compromis. De profondes inégalités sociales et économiques affaiblissent la confiance et la solidarité, qui sont le fondement d'une société démocratique. Un ordre constitutionnel mondial devra s'appuyer sur des États démocratiques solides. L'autoritarisme et les inégalités extrêmes sont des obstacles majeurs, au niveau national et mondial.

## Soutien à l'éducation

L'éducation est la clé des opportunités de vie, de l'autonomisation et de l'esprit critique. C'est une base indispensable pour le bien-être et le développement de chaque individu et de chaque société. L'investissement dans l'éducation pour tous les enfants est nécessaire. Une bonne éducation primaire et secondaire aide à réduire les inégalités, en donnant aux gens la possibilité de participer à la vie économique, sociale et politique. L'éducation à la citoyenneté mondiale devrait aider à favoriser la compréhension d'un monde interdépendant.

## Renforcer l'État

Les États doivent être capables d'assurer la sécurité et les services publics. Dans de nombreux pays, les structures étatiques sont faibles voire absentes. Les gens subissent alors souvent une violence généralisée, de la corruption et de la négligence. Soutenir la création d'institutions étatiques fonctionnelles qui servent la population doit être une priorité importante.

## Approfondir la coopération

La confiance entre les États, en particulier entre les démocraties, doit être renforcée par une coopération plus profonde dans la mesure du possible. Les organisations régionales jouent un rôle important dans l'intégration politique et économique.

Au niveau mondial, il est important de défendre et de promouvoir des normes, institutions et programmes raisonnables et utiles, y compris les principes fondamentaux du droit international. Une coopération plus étroite devrait également viser à rendre l'économie mondiale plus juste et plus durable.

## Moteurs de changement

Des moteurs pour le changement sont nécessaires à l'intérieur du système. Une proposition est la création d'une Assemblée parlementaire des Nations Unies, qui intégrerait des représentants élus à l'ONU et la rapprocherait des citoyens du monde. Une autre est l'Initiative Citoyenne Mondiale qui permettrait aux peuples du monde entier de mettre des questions à l'ordre du jour de l'ONU si elles recueillent un soutien suffisant.

Au fil du temps, ces mesures et d'autres contribuent à renforcer l'idée que l'humanité est une communauté politique, et préparent le terrain à un processus constitutionnel mondial inclusif et réussi. Cela inclut une conférence d'examen de la Charte des Nations Unies, telle que prévue dans la Charte elle-même, pour examiner comment l'organisation mondiale doit évoluer.



Photo : John Mathew Smith/CC BY-SA 2.0

”

*Ce sont ces petites choses que font les citoyens. C'est ce qui fera la différence.*

Wangari Maathai—Activiste sociale, environnementale et politique kényane.



**DEMOCRACY  
WITHOUT  
BORDERS**

*Cette brochure expose les défis communs dans un monde interdépendant, explique les dilemmes de la coopération internationale et esquisse une nouvelle vision mondiale.*

*Pour en savoir plus sur nous, rendez-vous: [democracywithoutborders.org](http://democracywithoutborders.org)*

## En savoir plus

1	Introduction	1
2	Un bref historique	3
3	Des défis mondiaux partagés	7
4	Un système qui ne peut pas fonctionner	10
5	Une nouvelle vision	14
6	Perspectives d'avenir	17

## En savoir plus

### Brochures sur notre site web



#### Qu'est-ce que la démocratie ?

Explore ce qu'est la démocratie, comment elle s'est développée au fil du temps et les défis auxquels elle est confrontée.



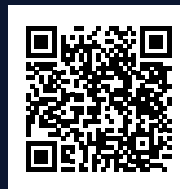
#### Qu'est-ce que la citoyenneté mondiale ?

Explique l'histoire et les dimensions de la citoyenneté dans un monde interdépendant.

## Littérature

**A World Parliament: Governance and Democracy in the 21st Century** par Jo Leinen et Andreas Bummel — notre ouvrage de référence sur l'idée de démocratie mondiale.

## Restez au courant



Scannez et abonnez-vous à notre newsletter par e-mail—[democracywithoutborders.org/newsletter](http://democracywithoutborders.org/newsletter)

© Démocratie sans frontières 2026. Une partie de cette publication est basée sur le livre « A World Parliament: Governance and Democracy in the 21st Century » de Jo Leinen et Andreas Bummel.

Image de couverture à gauche : NASA. Droite et bas : Shutterstock.